

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 8 décembre 2021**  
(Convocation du 1<sup>er</sup> décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	32
• Voix	208
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	33
• Voix	209
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles

**OBJET : Ressources humaines / Instauration de l'allocation forfaitaire de télétravail****Exposé des motifs :**

Comme exposé ci-avant, la pérennisation du télétravail est proposée au sein de l'Institution Adour.

Le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 instaure la possibilité pour les collectivités de mettre en place une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics. Il est proposé que cette allocation, dite « forfait télétravail », soit instaurée au sein de l'EPTB, selon les modalités prévues par le décret et l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application de celui-ci.

Les modalités seraient donc les suivantes :

- **Bénéficiaire :** le « forfait télétravail » sera versé aux fonctionnaires territoriaux titulaires ou stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé et aux apprentis qui télétravaillent dans les conditions définies par la délibération instaurant le télétravail.
- **Montant :** le montant du « forfait télétravail » sera fixé à 2,5 € par journée de télétravail effectuée et 1,25 € par demi-journée de télétravail effectuée, et ce, dans la limite de 220 € par an. Il sera versé sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par l'autorité compétente.
- **Modalités de versement :** le « forfait télétravail » sera versé selon une périodicité trimestrielle. Le cas échéant, il fera l'objet d'une régularisation au regard des jours de télétravail réellement effectués au cours de l'année civile. Cette régularisation intervient à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Pour l'Institution Adour, au vu des demandes de télétravail émanant des agents et des conditions d'exercice du télétravail telle que définies dans la charte afférente, les montants à prévoir au budget à compter de 2022 peuvent être estimés de la sorte :

35 jours de télétravail par semaine en moyenne x 2,5 € x 52 semaines = 4 550 €.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats ;

Vu l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n°2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats ;

Vu la délibération en date du 8 décembre 2021 instaurant le télétravail de manière pérenne au sein de l'Institution Adour ;

Vu l'avis du comité technique en date du 22 novembre 2021 ;

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**DECIDE**



### **Article 1**

- d'instaurer l'allocation forfaitaire de télétravail à compter du 1er janvier 2022, en appliquant pour ce faire les modalités suivantes :
  - Bénéficiaire : le « forfait télétravail » sera versé aux fonctionnaires territoriaux titulaires ou stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé et aux apprentis qui télétravaillent dans les conditions définies par la délibération instaurant le télétravail.
  - Montant : le montant du « forfait télétravail » sera fixé à 2,5 € par journée de télétravail effectuée et 1,25 € par demi-journée de télétravail effectuée, et ce, dans la limite de 220 € par an. Il sera versé sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par l'autorité compétente.
  - Modalités de versement : le « forfait télétravail » sera versé selon une périodicité trimestrielle. Le cas échéant, il fera l'objet d'une régularisation au regard des jours de télétravail réellement effectués au cours de l'année civile. Cette régularisation intervient à la fin du premier trimestre de l'année suivante.
- de prévoir les sommes nécessaires au chapitre 64 charges de personnel, lors du vote des budgets primitifs,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution

### **Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE